

### LE DEFICIT INDUSTRIEL : SIGNE DE DECLIN OU GAGE D'AVENIR ?

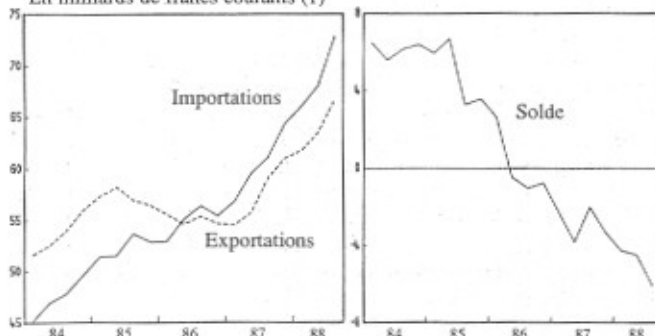
La dégradation du solde industriel civil de la France est profonde. De janvier à octobre 1988 le déficit a atteint 54 milliards de francs, soit un rythme annuel de près de 65 milliards. En 1987 le déficit était de 37,3 milliards. En 1984 l'excédent atteignait 65 milliards. La perte de 130 milliards en quatre ans est vertigineuse<sup>(1)</sup>.

Une autre lecture des résultats récents est possible. La croissance des exportations depuis la mi-1987 est particulièrement soutenue et rompt avec la stagnation de 1986. La progression atteint 19 % en valeur du deuxième trimestre 1987 au troisième trimestre 1988 et de l'ordre de 12 % en volume, suivant en cela le dynamisme du commerce mondial. La montée des importations, encore plus forte (22 % en valeur et 15 % en volume) est essentiellement fondée sur celle des biens d'équipement. Résultant de la croissance de l'investissement des entreprises, elle crée les conditions de la modernisation de l'industrie et de ce fait peut paraître favorable puisqu'elle prépare l'avenir.

Ces deux lectures sont également vraies (graphique 1) bien qu'elles conduisent à des conclusions différentes de politique économique. Le déficit global de 9 milliards du mois d'août semblait justifier une rigueur accentuée, mais l'équilibre de septembre calmait les esprits et le déficit de 4 milliards d'octobre, se situant à mi-chemin, laissait perplexes les commentateurs. Plus que jamais les résultats récents doivent être resitués dans leur contexte de longue période, sous peine de faire fluctuer l'analyse au gré du vent. Le déclin de l'excédent industriel se juge aussi à l'aune de son extension jusqu'au milieu des années quatre-vingt.

#### 1. Echanges extérieurs de l'industrie civile

En milliards de francs courants (1)



(1) Moyenne mensuelle du trimestre  
Source : INSEE

(1) L'excédent militaire est de l'ordre de 25 milliards de francs en 1988, après 26,4 en 1987 et 34,2 en 1986. La destination géographique des ventes d'armes n'étant pas connue, toutes les analyses de cette lettre concernent les soldes industriels civils.

(2) Les exportations d'armes se font principalement en direction des pays non membres de l'OCDE. En contrepartie les importations de composants (électroniques notamment) nécessaires à leur fabrication creusent le déficit vis-à-vis des pays de l'OCDE.

#### Le repli spectaculaire de l'excédent industriel avec les pays en développement

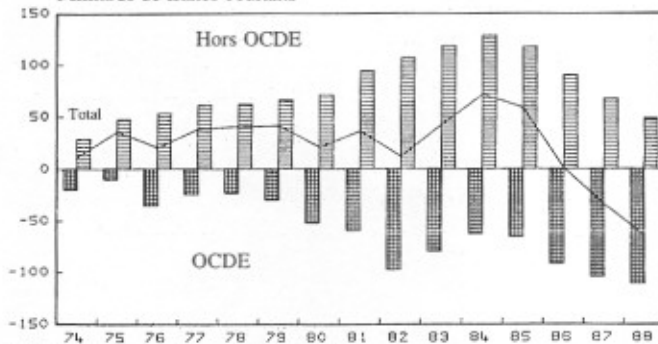
Le solde industriel vis-à-vis des pays de l'OCDE a toujours été déficitaire depuis 1974. Les fluctuations conjoncturelles n'ont conduit qu'à s'écarter momentanément de la tendance de long terme au creusement du déficit<sup>(2)</sup> (graphique 2). A l'inverse, l'excédent avec les pays non membres de l'OCDE s'était amplifié après le premier choc pétrolier, puis de nouveau après le second choc. L'année 1984 avait constitué la meilleure performance, avec 128 milliards de francs d'excédent. La crise de l'endettement des pays en développement, alors même que leurs recettes d'exportations s'élevaient encore, puis la chute de ces recettes dues d'abord à la baisse du dollar (printemps 1985) et à celle du prix du pétrole (printemps 1986) ont fortement réduit leur capacité d'importations. L'effet fut atténué pour la France par les commandes engrangées les années antérieures sous forme de grands contrats ; mais le repli n'en fut que plus brutal. Les exportations industrielles vers les seuls pays en développement ont, en francs courants, fléchi de 16 % en 1986 et de 11,2 % en 1987. En 1988 elles se sont stabilisées bien que les ventes de biens d'équipement professionnels aient continué de se réduire (graphique 3). Un autre phénomène, dont on décelait déjà les prémices dans les années antérieures va désormais de pair avec le recul des exportations : la montée des importations en particulier de biens de consommation.

#### Le cas des biens d'équipement : le préjudice de l'orientation géographique des exportations

Toutes les industries de biens d'équipement ont été mises à mal, sauf l'aéronautique. Les exportations de matériel électrique ont plafonné en 1986 et 1987 tandis que les importations continuaient à progresser régulièrement ; l'excédent s'est donc comprimé, bien qu'il reste encore confortable. La reprise des ventes vers les pays industrialisés en 1988 a presque compensé la montée des achats. Cependant les

#### 2. Solde industriel civil

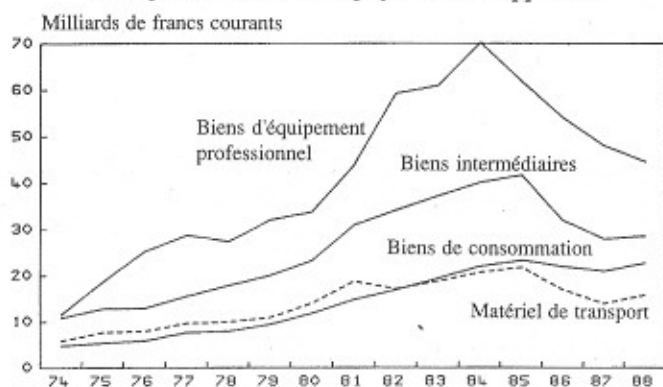
Milliards de francs courants



(1) Estimations sur la base des 9 premiers mois

Source : Douanes

### 3. Exportations vers les pays en développement



(1) Estimations sur la base des 9 premiers mois  
Source : Douanes

industries électroniques ont continûment creusé leur déficit; en 1988 il a même été multiplié par deux (- 8,8 milliards de janvier à septembre 1987 et - 16,8 en 1988) en raison d'un plafonnement des exportations.

Les industries mécaniques illustrent tout particulièrement le coût actuel des orientations passées. Durablement excédentaire depuis 1974, ce secteur est devenu importateur net en 1987 et son déclin s'aggrave dangereusement : le déficit dépasse 11 milliards au cours des neuf premiers mois de cette année, après 4,7 pendant la même période de 1987. Les exportations s'étaient fortement accrues à partir de 1975, portées par les grands contrats civils signés avec les pays en développement. Les matériels concernés ont été le plus souvent des équipements lourds destinés à équiper les usines clés en main (surtout dans les industries de base). La production nationale a alors été orientée en ce sens. Le mode de négociation des contrats, pour lesquels les accords d'Etat à Etat ont une part primordiale, et les montages financiers à long terme garantis par la COFACE ont déplacé les efforts des entreprises de la recherche de la meilleure compétitivité industrielle à celle du meilleur montage politique et financier.

Dans le même temps, l'investissement réalisé par la branche a reculé de 30 % en francs constants entre 1976 et 1984. La progression de 20 % entre 1984 et 1987 n'empêche pas que son niveau actuel est encore inférieur à celui de 1980. La faiblesse de la production nationale pour les matériels à haute technologie a fait que le déficit des produits mécaniques s'est creusé avec presque tous les pays industrialisés. Ces deux évolutions n'ont pas été indépendantes. Le développement des ventes vers les pays pétroliers aurait dû être traité comme un surplus précaire lié à la progression exceptionnelle de leurs recettes d'exportations. Mais ces marchés providentiels et peu risqués, puisque garantis par les pouvoirs publics en cas de difficultés de paiements, ont en fait dissuadé des efforts nécessaires pour supporter la concurrence des pays industrialisés sur leurs propres marchés et sur le marché national. Cela n'était certes pas inéluctable mais a eu lieu. Aussi quand l'investissement des entreprises s'est redressé en France, ce sont les fournisseurs étrangers de biens mécaniques qui en ont largement bénéficié, contribuant à dégrader le solde extérieur déjà amputé par le recul des exportations vers les pays en développement. En 1987 la part de la production française qui est exportée n'est que de 35,7 %, 3 points de moins qu'en 1984, alors que le taux de pénétration des importations sur le marché intérieur approche 40 %, 4 points de plus qu'en 1984. Aussi le volume de la production, malgré un léger progrès par rapport à 1986, s'est-il encore situé, en 1987, 11 % au dessous de son niveau de 1980.

#### La baisse du dollar a accentué les déficits des biens de consommation et intermédiaires

La baisse du dollar, amorcée au printemps 1985, a contribué aussi à dégrader la balance industrielle civile, en réduisant la compétitivité-prix des produits français à l'exportation. Concomitante avec le recul des importations des pays en

développement, elle a amplifié la chute des exportations françaises vers cette zone en même temps que les ventes en direction de l'OCDE souffraient d'une compétitivité restaurée des produits américains<sup>(3)</sup> et de ceux des pays dont la monnaie a baissé en même temps que le dollar. L'effet fut d'autant plus massif que l'industrie française propose peu de produits à haute technologie pour lesquels les prix ne constituent pas l'argument décisif de vente.

Les exportations de biens de consommation courante s'infléchissent nettement à partir de 1986 pour la plupart des produits : parachimie-pharmacie, textile-habillement, cuir-chaussures, articles de sports et jouets. L'effet-dollar est donc manifeste y compris dans les industries qui constituent les «points forts» traditionnels de la France. La remontée des exportations en 1988, qui permet au déficit de ne pas se gonfler davantage, est principalement fondée sur la forte croissance des ventes vers l'Europe et tout particulièrement vers le Royaume-Uni et l'Espagne. Simultanément les achats en provenance des nouveaux pays industrialisés d'Asie, dont les monnaies se sont dépréciées vis-à-vis du franc dans le sillage du dollar, ont poursuivi leur ascension, même mesurés en francs : + 20 % en 1986 ; + 37 en 1987 ; + 22 en 1988 pour les biens de consommation courante ; et respectivement + 30 ; + 85 et + 50 % pour les biens électroniques destinés aux ménages.

L'inflexion des exportations françaises consécutive à la baisse du dollar est aussi sensible dans la plupart des biens intermédiaires. Alors qu'auparavant la France compensait la hausse des matières premières importées par l'amélioration de ses échanges de produits transformés, le repli des ventes vers le Tiers Monde et le ralentissement vers l'OCDE ont accentué la dégradation du solde. Au cours des neuf premiers mois de 1988, le déficit s'est à nouveau creusé : près de 23 milliards en rythme annuel après 15 pour l'ensemble de 1987. Les matières premières contribuent peu à ce mauvais résultat, dû à la détérioration de nos échanges de produits chimiques avec l'OCDE et de produits métallurgiques avec les pays en développement.

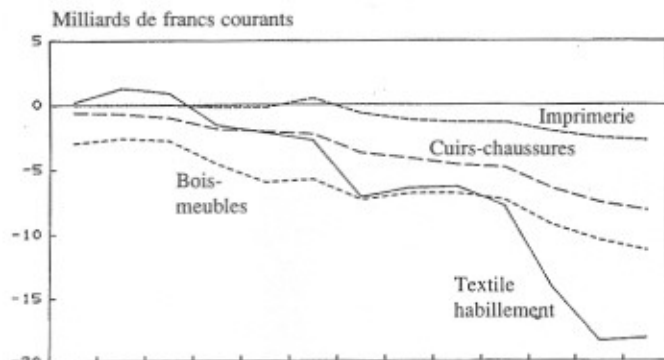
#### Des déficits devenus structurels à force de durer

Dans certaines industries la dégradation paraît inexorable : l'orientation géographique des exportations ou la baisse du dollar ne font qu'accroître la tendance de long terme à une montée des importations toujours plus forte que celle des ventes à l'étranger. C'est le cas de plusieurs industries de biens de consommation courante. Les fluctuations conjoncturelles de la demande des ménages semblent même dérisoires quand on observe l'évolution du commerce extérieur de ces secteurs (graphique 4). La montée des achats en provenance des pays à bas salaires où nombre d'industries occidentales ont délocalisé leurs productions, a eu pour contrepartie la spécialisation progressive des productions françaises vers des produits de haut de gamme dont les marchés ne peuvent se développer fortement. Le déficit en biens de consommation courante a atteint 26,5 milliards en 1987 (et sera du même ordre en 1988) alors qu'il n'était que de 5 milliards au début des années quatre-vingt et qu'un excédent de 5 milliards était dégagé en 1974.

La France a ainsi perdu du terrain y compris dans les domaines où elle disposait autrefois d'une bonne spécialisation : les biens de consommation courante et le textile en particulier. Pourtant l'accord multi-fibres régleme depuis plus de dix ans les ventes des pays du Tiers Monde et des pays de l'Est aux pays industrialisés : les quantités sont étroitement surveillées et contingentes. Le plan textile de 1981 a certes contribué à redresser l'investissement, mais il reste toutefois en 1987 inférieur de moitié à son niveau du

(3) Voir l'article de Monique Fouet à paraître dans la *Revue de l'OFCE* de janvier 1989 : «Stratégies industrielles et stratégies de change : le cas des Etats-Unis».

#### 4. Soldes de biens de consommation courante



(1) Estimation sur la base des 9 premiers mois

Sources : Douanes, DREE

début des années soixante-dix. N'accuser que la concurrence des pays à bas salaires c'est éluder les difficultés structurelles qui découlent de l'insuffisante modernisation de l'appareil productif. En 1987 près de 80 % de nos importations venaient de l'OCDE, dont 63 % de la CEE. L'Italie et la RFA sont nos deux premiers fournisseurs avec respectivement 21 et 14 % des achats.

#### Davantage de rigueur ?

Ce tableau des échanges extérieurs de l'industrie n'est pas noir à dessein pour constituer le prologue d'un développement sur la nécessité d'une rigueur accentuée. Là encore il faut resituer la période récente dans son contexte. La demande intérieure française croît plus vite que la moyenne européenne. Cela se lit dans l'évolution respective des carnets de commandes industriels. Les carnets français se sont regarnis depuis le début de 1987 et dépassent à partir du début de 1988 les carnets européens. Cela vient surtout d'une avance vis-à-vis de la RFA, partiellement compensée par la progression des demandes intérieures anglaise et italienne. Le déficit industriel se creuse ainsi fortement avec la RFA, mais il se stabilise avec l'Italie et l'excédent se gonfle avec le Royaume-Uni et l'Espagne (tableau 1).

Cette avance conjoncturelle de la France reste bien moindre qu'elle ne le fut en 1981-1982, vis-à-vis de l'Europe et même vis-à-vis de la seule RFA. En outre, alors que la croissance des importations se fondait en 1981-1982 sur la relance de la consommation, celle de 1987-1988 repose essentiellement sur la reprise de l'investissement (tableau 2).

Des commentaires ont insisté sur les dangers que fait courir à nos échanges extérieurs la reprise de la demande des ménages en produits industriels depuis l'été 1988, alors que des tensions sur les capacités de production étaient apparues en ces secteurs. Mais ces tensions existent aussi en France dans les industries de biens d'équipement et les taux d'utilisation sont souvent plus élevés parmi nos partenaires européens dans tous les secteurs, ce qui contribue à élever leurs importations et donc les ventes françaises. On est loin de la relance isolée de 1981-1982.

#### 1. Soldes industriels civils

En milliards de francs courants	1986	1987	1988 (1)
RFA	- 53,3	- 60,5	- 66,6
Italie	- 28,1	- 27,5	- 27,5
Royaume-Uni	+ 18,2	+ 13,5	+ 18,6
Espagne	- 1,6	+ 5,1	+ 7,7
CEE à 12	- 73,5	- 80,5	- 78,0

(1) Rythme annuel calculé sur les 9 premiers mois (estimations)

Sources : Douanes, DREE

#### 2. Croissance des importations par produits

En francs courants	1981-1982 (1)		1987-1988 (1)	
	%	Mds	%	Mds
Biens intermédiaires	19,8	28,3	17,6	41,6
Équipement professionnel	43,6	39,0	32,4	58,6
Véhicules utilitaires	35,4	6,4	31,2	11,3
Équipement ménager	52,7	5,8	13,3	3,3
Automobile	78,9	12,3	27,3	11,2
Consommation courante	30,8	22,1	21,0	29,4
Industrie	32,5	113,9	23,6	155,4

(1) Cumul des deux années 1981 et 1982 puis 1987 et 1988. L'année 1988 est estimée à partir des résultats des 9 premiers mois.

Sources : Douanes, DREE

En France le contenu en importations des demandes intérieures est le plus haut pour les biens d'équipement (ménagers et professionnels) et le plus faible pour les biens de consommation courante, mais les masses en jeu sont presque équivalentes : parmi les importations, 32 % étaient des biens de consommation, 34 % des biens d'investissement et 34 % des biens intermédiaires en 1987. Doit-on en conclure qu'il faille limiter la croissance des importations de biens d'équipement ? Evidemment non. Doit-on en conclure qu'il faille limiter la croissance de celles de biens de consommation en pesant sur la demande des ménages ? Peut-être, mais en supposant que cela soit possible, ce serait risquer d'amputer les perspectives d'investissement, faute de croissance des débouchés. Bénéfique pour le solde industriel de demain, ce serait préjudiciable pour celui d'après-demain.

La question primordiale réside en fait dans le financement des importations industrielles. La croissance du commerce mondial de produits manufacturiers, en dynamisant les exportations, a permis depuis la mi-1987 de financer une partie du surcroît d'importations. Pour les biens de consommation, progression des achats et des ventes sont allées de pair. Quant aux biens d'équipement, la forte croissance des exportations vers l'OCDE a compensé le repli vers les PVD, mais la montée des importations est restée bien supérieure à celle des ventes. Si bien que l'essentiel de la dégradation du solde industriel civil des neuf premiers mois de 1988 (- 20 milliards) est due aux biens d'équipement (- 16 milliards).

Le financement de ce déficit s'opère aisément par ailleurs. L'énergie bon marché et des circonstances internationales exceptionnellement favorables pour les céréales font que les échanges tous produits ne seront pas plus déficitaires en 1988 qu'en 1987, bien que la croissance du PIB dépasse 3,5 % au lieu de 2 %. Il est judicieux de profiter de ces étrennes pour financer l'effort d'équipement qui améliorera la compétitivité externe.

Aucune recette ne peut dispenser de cette modernisation. Un réaménagement monétaire au sein du SME ne remédierait guère à la perte de compétitivité vis-à-vis du dollar. S'orienter de nouveau vers la promotion des grands contrats perpétuerait les difficultés actuelles.

Tant qu'il est aisément finançable par d'autres échanges de marchandises ou de services, le déficit des biens d'équipement peut être creusé, afin que le déficit industriel s'atténue à l'avenir. Privilégier l'objectif de sa résorption immédiate risque de conduire à un succès sans lendemain. Même si ces circonstances internationales doivent être éphémères, il en faut profiter tant qu'elles sont favorables.

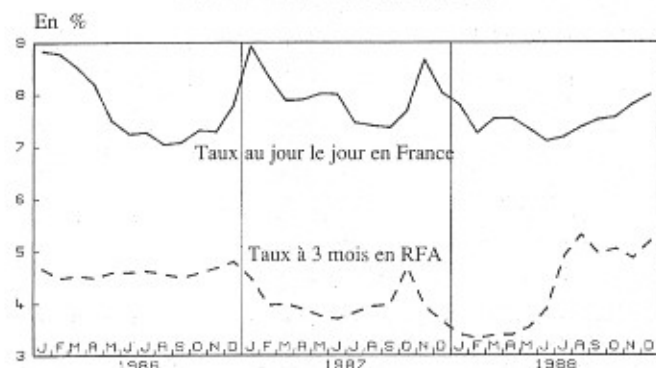
Françoise MILEWSKI

Département des diagnostics de l'OFCE



## FRANCE

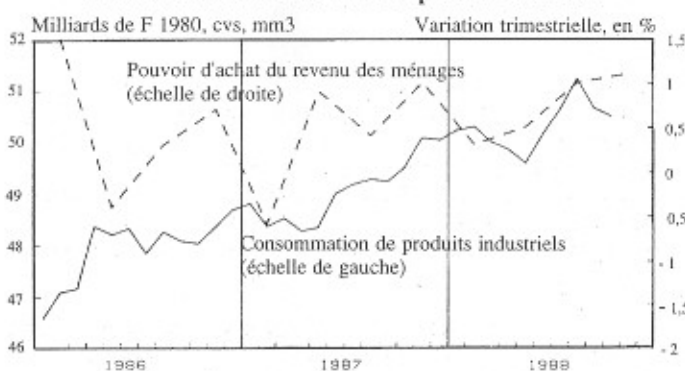
### Taux d'intérêt à court terme



Sources : Banque de France, Bundesbank

Le 14 décembre la Banque de France a relevé ses taux d'intervention, qui retrouvent leurs niveaux de la fin 1987. Le taux des appels d'offres a été porté de 7,25 à 7,75 % et celui des pensions à 5-10 jours de 7,75 à 8,50 %. Cette décision a découlé de la remontée des taux allemands. La priorité donnée à l'objectif de change (le soutien du franc vis-à-vis du mark) contraint en effet à maintenir un écart de près de 3 points entre les taux d'intérêt français et allemands. Cet écart avait été momentanément restreint au deuxième trimestre, quand les taux français avaient continué d'être abaissés malgré la remontée des taux allemands. Les taux de court terme ont été relevés en France bien que la croissance de la masse monétaire reste modérée : M2 a progressé de 4,1 % d'octobre 1987 à octobre 1988, restant dans le bas de la fourchette de 4 à 6 % fixée comme objectif.

### Consommation industrielle et pouvoir d'achat

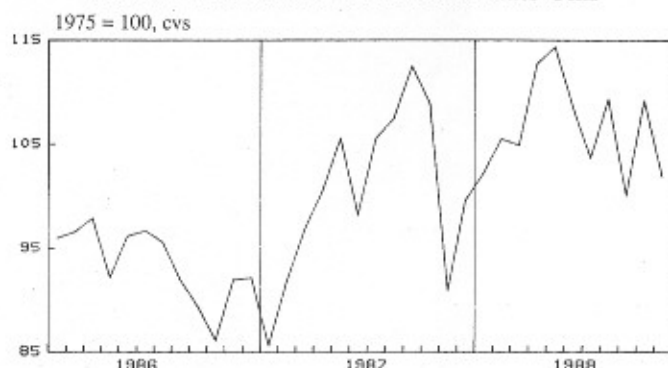


Source : INSEE

La consommation des ménages en produits industriels, qui avait sensiblement baissé en octobre (-2,9 %), s'est redressée en novembre (+2 %). Sans égaler les hauts niveaux atteints durant l'été, elle demeure supérieure à ceux du premier semestre. Cette croissance, toujours rythmée par celle des ventes d'automobiles (+9,2 % le mois dernier) a été quelque peu entravée par les grèves récentes. La reprise de la consommation depuis juillet, après un début d'année morose, a coïncidé avec une amélioration du pouvoir d'achat des ménages dont la progression s'était passagèrement ralentie au premier semestre. Depuis lors, bénéficiant d'une croissance soutenue de l'emploi et d'un assouplissement de la rigueur salariale, le pouvoir d'achat a retrouvé un certain dynamisme. Au total la consommation des ménages a progressé d'environ 2,5 % en 1988 sans que les crédits de trésorerie contribuent à cette croissance.

## ÉTRANGER

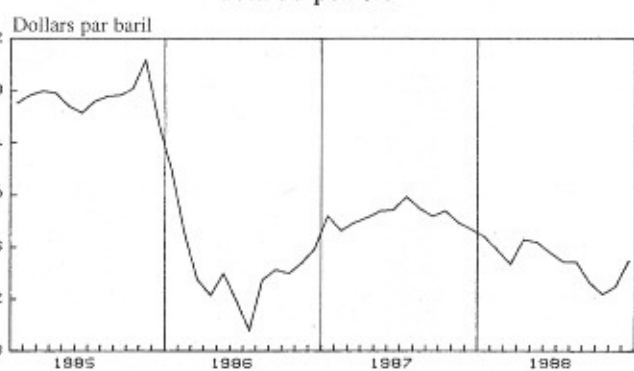
### Confiance des consommateurs aux Etats-Unis



Source : The Conference Board

Aux Etats-Unis l'indicateur de confiance des ménages, après le tassement qui avait suivi l'euphorie des mois où le krach boursier s'était avéré sans influence récessionniste immédiate, oscille à haut niveau. Le mois de novembre est en retrait relativement à octobre. Depuis le mois de juillet déjà l'appréciation portée sur le marché de l'emploi est un peu moins favorable et c'est une hausse des taux d'intérêt qui est anticipée. Les perspectives de consommation marquent un infléchissement prononcé. La proportion des ménages envisageant au cours des six prochains mois d'acquiescer un logement diminue depuis février-mars, lui étant en octobre-novembre inférieure de 30 %. La baisse est plus récente et un peu moins ample pour les biens durables non automobiles et surtout pour les automobiles (-25 % et -20 % en octobre-novembre relativement à avril-mai).

### Prix du pétrole



Source : relevé quotidien des cotations sur le Brent

L'accord signé par les treize pays de l'OPEP le 28 novembre 1988 a provoqué un redressement du prix du pétrole (Brent) qui est passé en quelques jours de 12 à 15 dollars le baril pour se stabiliser ensuite à ce niveau. En moyenne, sur l'ensemble de l'année 1988, le prix du brut de mer du Nord s'est établi à 15 dollars le baril, soit 16 dollars au premier semestre et 14 au second. En 1987 le prix s'était établi à 18,4 dollars en moyenne. L'Irak, qui a obtenu un quota égal à celui de l'Iran et correspondant à son niveau actuel de production, (2,7 millions de barils par jour) a signé l'accord du 28 novembre. Le nouveau plafond de production à treize est fixé à 18,5 millions de barils par jour pour le premier semestre 1989, soit 4 % de plus que l'ancien plafond à douze (15,1 millions de barils par jour) augmenté du niveau de production courant de l'Irak.

L'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) publie sous le même titre « Observations et diagnostics économiques » une Revue trimestrielle et, le quatrième mercredi du mois, une Lettre mensuelle. Les signataires s'expriment à titre personnel.

ABONNEMENTS Tarifs 1988	LETTRE 10 n°/an	REVUE 4 n°/an	REVUE ET LETTRE
Institutions, Entreprises	140 F	310 F	400 F
Particuliers	70 F	200 F	240 F

Les demandes d'abonnement sont à adresser à l'OFCE avec un chèque à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications.